

EDF veut séparer le nucléaire de tout le reste

Le projet de réorganisation d'EDF a été présenté cette semaine par Jean-Bernard Levy, le PDG du groupe. D'un côté, les activités nucléaires, de l'autre tout le reste.

Après de nombreuses rumeurs entourant le plan « Hercule » de réorganisation d'EDF, la direction de l'électricien a présenté cette semaine les grandes lignes du projet de réorganisation de l'entreprise. Il est relativement simple : d'un côté, « EDF Bleu » qui prend à sa charge les activités nucléaires, les barrages hydroélectriques et le transport de l'électricité. De l'autre, « EDF Vert » qui s'occupe de la commercialisation de l'énergie auprès des particuliers et des entreprises, les énergies renouvelables en dehors de l'hydroélectricité, et la distribution.

Contrôle de l'État

Si EDF Bleu restera sous le contrôle de l'État, EDF Vert a vocation à ouvrir son capital aux investisseurs venus du privé. La direction de l'entreprise et l'État, premier actionnaire avec 83,7% du capital, vont créer un groupe de travail commun dont l'objectif est d'affiner le projet pour le présenter à la Commission européenne d'ici la fin de l'année. Ce plan est en effet mis en place pour répondre à l'ouverture à la concurrence du marché voulu par l'Europe.

Statut des salariés

Du côté des syndicats, l'enthousiasme n'est pas au rendez-vous. On craint pour la préservation du statut des salariés d'EDF. Jean-Bernard Levy a promis qu'il n'était pas question de modifier ce statut, mais le danger du dumping social sera toujours là. Ce projet est aussi, selon les opposants, une manière de nationaliser les pertes (la dette d'EDF est de 37 milliards d'euros) et de privatiser les profits.